

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/MA/W/55

21 juin 2004

(04-2670)

Comité de l'accès aux marchés

Original: anglais

DIFFUSION DE LA BASE DE DONNÉES INTÉGRÉE (BDI) ET DE LA BASE DE DONNÉES SUR LES LISTES TARIFAIRES CODIFIÉES (LTC)

Communication du Secrétariat de la CARICOM

La communication ci-après, datée du 17 juin 2004, est distribuée à la demande du Secrétariat de la CARICOM.

Conformément à la mesure prévue au paragraphe 5 du document G/MA/115 concernant la diffusion de la Base de données intégrée (BDI) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), approuvé par le Comité de l'accès aux marchés de l'OMC le 12 juin 2002, le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) présente ses compliments à l'OMC et a l'honneur de demander à bénéficier de l'accès à la BDI et à la Base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC). Il s'engage à utiliser et à publier les informations contenues dans ces bases de données, conformément aux modalités et conditions définies dans le document G/MA/115.

Comme les membres du Comité le savent, le Secrétariat de la CARICOM bénéficie du statut d'observateur auprès du Comité du commerce et du développement. En tant que Secrétariat régional de la Communauté des Caraïbes et du marché commun des Caraïbes, il lui incombe d'aider les États membres de la CARICOM qui sont Membres de l'OMC ou observateurs, à participer de manière effective aux arrangements commerciaux régionaux, bilatéraux, hémisphériques, plurilatéraux et multilatéraux et au niveau du continent auxquels ils sont parties.

Conformément à ce qui est indiqué dans la partie concernant les modes de diffusion (partie D, paragraphe 9, du document G/MA/115), le Secrétariat a désigné Mme Valerie Alleyne Odle, Directrice adjointe de programme, relations économiques et commerciales extérieures, Direction des relations extérieures et communautaires, comme point de coordination chargé de recevoir les mots de passe pour l'accès à la BDI et de contrôler leur utilisation dans l'organisation.

Nous vous saurions gré de bien vouloir transmettre notre demande au Comité de l'accès aux marchés pour examen.